

Le CICR fournit 2.200 ménages du nord-ouest du Burundi en eau potable

PANA, 30/01/2009 Bubanza, Burundi - Le Comité international de la Croix-rouge (CICR) a officiellement remis, vendredi, aux autorités burundaises, des ouvrages destinés à alimenter en eau potable quelque 2.200 ménages de Bubanza, une province d'extrême du nord-ouest du pays, a-t-on appris sur place. Les cérémonies, haut en couleurs, ont eu dans la localité de Butanuka en présence des autorités administratives locales, du chef de la délégation du CICR au Burundi, Mme Alessandra et du ministre burundais de l'Eau, Energie et Mines, Samuel Ndayiragije.

Les villageois étaient également nombreux à avoir répondu présents aux joyeuses cérémonies ponctuées de chorégraphies folkloriques de la région qui en disaient long sur la gratitude et la soif de prendre enfin possession des bornes fontaines et autres réservoirs du précieux liquide dont ils avaient tant soif pour améliorer leurs conditions de vie et d'hygiène. Le projet du CICR, qui a coûté une bagatelle de 370 millions de Francs burundais (près de 370.000 dollars US), va également profiter à 5 écoles primaires, un collège communal ainsi qu'un centre de Santé de cette région montagneuse à travers laquelle il a fallu la pose de nouvelles conduites d'eau sur une distance de 24,3 km, a-t-on appris des donateurs. Au total, ce sont quelque 12.000 personnes réparties en 2.200 ménages qui vont bénéficier du réseau d'eau, a précisé la déléguée du CICR. En 2008, l'organisation humanitaire n'a pas insisté sur les moyens pour faire parvenir le précieux liquide à quelque 150.000 nécessiteux d'autres contrées du pays, pour un coût global de 1 million de dollars US, a révélé un délégué du CICR. M. Samuel Ndayiragije a également pris la parole pour laisser éclater sa joie à l'idée que les populations des différentes localités bénéficiaires de la manne du CICR "n'allaient plus partager l'eau des ruisseaux avec des crapauds", tout en déplorant le fait que 55% autres Burundais du monde rural et 20% du milieu urbain n'ont toujours pas accès à l'eau potable.